

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

GATS/SC/25/Suppl.2

26 février 1998

(98-0634)

Commerce des services

CHYPRE

Liste d'engagements spécifiques

Supplément 2

(Seul le texte anglais fait foi)

Le texte ci-joint remplace la section relative aux services financiers qui figure aux pages 8 à 11 du document GATS/SC/25.

CHYPRE
LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
7.	SERVICES FINANCIERS		
1.	Il est entendu que la présente liste doit être lue compte tenu des engagements horizontaux applicables à tous les secteurs/sous-secteurs inscrits par Chypre dans sa Liste d'engagements spécifiques annexée à l'AGCS et de la Liste d'exemptions de l'article II (NPF).		
2.	Les conditions et restrictions générales suivantes sont d'application, même si la liste ne contient aucune limitation ou condition:		
	i) il sera tenu compte des objectifs en matière de sécurité nationale et d'ordre public;		
	ii) la présente liste ne porte en aucune façon sur les services fournis dans l'exercice de fonctions gouvernementales. Elle ne concerne pas non plus les mesures relatives au commerce des marchandises pouvant servir d'intrants pour un service inscrit dans la liste ou pour d'autres services. En outre, les limitations relatives à l'accès au marché ou au traitement national en ce qui concerne les services pouvant constituer des intrants pour un service inscrit dans la liste ou être utilisés afin de fournir un tel service resteront d'application.		
3.	Les mentions de lois et réglementations figurant dans la présente liste ne doivent pas être interprétées comme une référence exhaustive à toutes les lois et réglementations régissant le secteur financier. Par exemple, le transfert de renseignements comprenant des données personnelles ou des données relevant du secret bancaire ou de tout autre secret commercial n'est pas autorisé. Ce transfert est régi par les lois nationales sur la protection du caractère confidentiel des renseignements concernant les clients des banques. En outre, il faut noter qu'aucune mesure qualitative non discriminatoire relative aux normes techniques, à la santé publique ou à des considérations concernant l'environnement, à l'octroi de licences, à des considérations prudentielles, aux qualifications professionnelles ou à des prescriptions en matière de compétences n'a été inscrite dans la liste en tant que condition ou limitation s'agissant de l'accès au marché et du traitement national.		
4.	Les services et produits financiers non réglementés et l'admission sur le marché de nouveaux services ou produits financiers peuvent être subordonnés à l'existence ou à l'adoption d'un cadre réglementaire visant à atteindre les objectifs énoncés à l'article 2 a) de l'Annexe sur les services financiers.		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
5.	En raison des mesures de contrôle des changes en vigueur à Chypre:		
-	les résidents ne sont pas autorisés à acheter des services bancaires pouvant donner lieu à des transferts de fonds à l'étranger alors qu'ils se trouvent à l'étranger;		
-	les prêts à des non-résidents/étrangers ou à des sociétés contrôlées par des non-résidents doivent être approuvés par la Banque centrale;		
-	l'acquisition de valeurs mobilières par des non-résidents doit aussi être approuvée par la Banque centrale;		
-	les transactions sur devises ne peuvent être effectuées que par l'intermédiaire de banques auxquelles la Banque centrale a accordé le statut d'"agent agréé".		
A. <u>Services d'assurance et services connexes</u>			
Assurance directe			
a) Services d'assurance-vie	<p>1) Aucun assureur ne peut offrir de services d'assurance-vie dans la République de Chypre s'il n'est pas titulaire d'une licence d'assureur délivrée par l'Inspection générale des assurances, conformément aux lois sur les compagnies d'assurance.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Aucun assureur ne peut opérer à l'intérieur ou à partir de la République de Chypre sauf autorisation à cet effet de l'Inspection générale des assurances, conformément aux lois sur les compagnies d'assurance étrangères.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
b) Services d'assurance autres que l'assurance sur la vie (CPC 8129 sauf 81299)	Les compagnies d'assurance étrangères peuvent opérer dans la République de Chypre en établissant dans le pays une succursale ou une agence. Les assureurs étrangers doivent avoir été autorisés à travailler dans leur pays d'origine avant d'être autorisés à établir à Chypre une succursale ou une agence. L'agrément préalable de la Banque centrale est exigé pour la participation de non-résidents au capital des compagnies d'assurance constituées en société en République de Chypre. Le pourcentage de la participation étrangère est déterminé cas par cas en fonction des besoins économiques.			
	4) Non consolidé	4) Néant		
	1) Aucun assureur ne peut offrir de services d'assurance autres que sur la vie (à l'exception de l'assurance maritime, de l'assurance aérienne et de l'assurance transit) dans la République de Chypre s'il n'est pas titulaire d'une licence d'assureur délivrée par l'Inspection générale des assurances, conformément aux lois sur les compagnies d'assurance.	1) Néant		
	2) Néant	2) Néant		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Réassurance et rétrocession	3) Aucun assureur ne peut opérer à l'intérieur ou à partir de la République de Chypre sauf autorisation à cet effet de l'Inspection générale des assurances, conformément aux lois sur les compagnies d'assurance. Les compagnies d'assurance étrangères peuvent opérer dans la République de Chypre en établissant dans le pays une succursale ou une agence. Les assureurs étrangers doivent avoir été autorisés à travailler dans leur pays d'origine avant d'être autorisés à établir à Chypre une succursale ou une agence. L'agrément préalable de la Banque centrale est exigé pour la participation de non-résidents au capital des compagnies d'assurance constituées en société en République de Chypre. Le pourcentage de la participation étrangère est déterminé cas par cas en fonction des besoins économiques.	3) Néant	
	4) Non consolidé	4) Néant	
	1) Tout réassureur étranger agréé par l'Inspection générale des assurances (sur la base de critères prudentiels) peut offrir des services de réassurance ou de rétrocession aux compagnies d'assurance constituées en société et titulaires d'une licence à Chypre.	1) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	2) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	2) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
	3) Aucune société ne peut pratiquer la réassurance dans la République de Chypre, sauf autorisation à cet effet de l'Inspection générale des assurances. L'agrément préalable de la Banque centrale est exigé pour les investissements par des non-résidents dans les compagnies de réassurance. La participation étrangère au capital des compagnies de réassurance locales est déterminée cas par cas. Il n'y a actuellement aucune compagnie locale de réassurance.	3) Néant		
	4) Non consolidé. Les personnes physiques ne sont pas autorisées à fournir des services de réassurance.	4) Non consolidé. Les personnes physiques ne sont pas autorisées à fournir des services de réassurance.		
B. <u>Services bancaires</u>				
1. Conformément à une prescription légale appliquée de façon non discriminatoire, les banques qui offrent des services dans la République de Chypre doivent être des personnes morales. Celles-ci comprennent les succursales de banques/établissements financiers étrangers immatriculées à Chypre.				
2. Une personne et ses associés ne peuvent détenir, directement ou indirectement, plus de 10 pour cent du capital ou des droits de vote d'une banque sauf avec l'approbation préalable écrite de la Banque centrale.				
3. En outre, la détention ou l'acquisition directes ou indirectes, par des personnes étrangères, d'actions des trois banques locales existantes cotées en bourse est limitée à 0,5 pour cent par personne ou organisme et à 6,0 pour cent collectivement.				

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public (CPC 81115-81119)	1) Non consolidé/seules les personnes morales titulaires d'une licence délivrée par la Banque centrale peuvent offrir des services bancaires dans la République de Chypre.	1) Non consolidé	
b) Prêts de tout type (CPC 8113)	2) Non consolidé - Les résidents chypriotes doivent obtenir l'autorisation de la Banque centrale, conformément à la Loi sur le contrôle des changes, pour contracter des emprunts en devises ou à l'étranger, pour placer des fonds à l'étranger ou pour obtenir des services bancaires nécessitant une exportation de fonds.	2) Non consolidé	
c) Crédit-bail (CPC 8112)			
d) Tous services de règlement et de transferts monétaires fournis par des établissements financiers (CPC 81339)	3) Pour les banques nouvelles, les prescriptions suivantes s'appliquent: a) Une licence délivrée par la Banque centrale est nécessaire pour mener des activités bancaires. Avant d'octroyer une licence, la Banque centrale peut procéder à un examen des besoins économiques.	3) Néant après l'établissement et l'obtention d'une licence	
e) Garanties et engagements (CPC 81199)			
f) Opérations sur devises (CPC 81333)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
C. <u>Valeurs mobilières</u> Opérations pour compte propre ou pour compte de clients sur valeurs mobilières négociables. Courtage en valeurs mobilières (CPC 81321)	b) Les succursales de banques étrangères doivent être immatriculées à Chypre conformément à la Loi sur les sociétés et titulaires d'une licence conformément à la Loi sur les activités bancaires.			
	4) Non consolidé	4) Non consolidé. Les employés de banque étrangers doivent résider à Chypre et être titulaires d'un permis de travail.		
	1) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
	2) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	2) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) Seuls les membres (courtiers) de la bourse chypriote peuvent mener des activités relatives au courtage en valeurs mobilières à Chypre. Les sociétés pratiquant le courtage doivent employer exclusivement des personnes pouvant exercer des activités de courtiers, à conditions qu'elles soient titulaires d'une licence appropriée. Les banques et les compagnies d'assurance ne peuvent pas mener d'activités de courtage. Toutefois, leurs filiales spécialisées dans le courtage peuvent mener de telles activités.</p> <p>4) Les personnes exerçant des activités de courtiers, individuellement ou en tant qu'employés d'une société de courtage doivent répondre aux critères établis à cet égard en matière de licences.</p>	<p>3) Une société de courtage ne peut être enregistrée en tant que membre de la bourse chypriote que si elle a été établie et immatriculée conformément à la Loi chypriote sur les sociétés.</p> <p>4) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	